



Un bilan des islamistes au pouvoir : religion et politique à l'épreuve des soulèvements arabes

François Burgat

► To cite this version:

François Burgat. Un bilan des islamistes au pouvoir : religion et politique à l'épreuve des soulèvements arabes. La revue internationale et stratégique, 2020. halshs-02552483

HAL Id: halshs-02552483

<https://shs.hal.science/halshs-02552483>

Submitted on 23 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un bilan des islamistes au pouvoir : religion et politique à l'épreuve des soulèvements arabes

François Burgat

Directeur de recherche émérite au CNRS – Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (IREMAM).

Extrait de *La Revue Internationale et stratégique* « Religions l'ère des nouvelles influences »
Ss la direction de François Mabilille et Christophe Ventura, (117) Printemps 2020

Dresser un bilan réaliste du passage des formations se réclamant de l'islam politique par la case du pouvoir, en Tunisie et en Égypte – après la Palestine, l'Iran, la Turquie, ou le Maroc – , ou seulement par celle de la participation à un gouvernement – au Liban ou en Irak – exige des précautions méthodologiques comparables à celles qui demeurent de mise lorsque l'on aborde la longue séquence de leur trajectoire oppositionnelle précédente. Dans une atmosphère médiatique très passionnée, des concepts imprécis et des approches essentialisantes échouent souvent à rendre compte du rôle présent et à venir de ces composantes centrales de la scène politique méditerranéenne. Or ce rôle ne peut être pleinement compris que si l'on considère aussi qu'il s'inscrit dans des situations diverses et changeantes, et surtout dans des rivalités bien plus profanes et politiques que théologiques ou existentielles. Il importe donc de lire l'action de ces formations non pas au regard d'un idéal-type, parfaitement étranger au contexte régional concerné, mais bien à l'aune des antagonismes au sein desquels elle se déploie : les formations islamistes se sont construites face à des régimes autoritaires que souvent elles continuent à combattre, et sont, sur ce terrain, en concurrence avec d'autres. Pour cette raison, avant d'esquisser un premier bilan des expériences tunisienne et égyptienne, il est important de comprendre pourquoi un important hiatus significatif continue d'exister entre la réalité – ou peut-être faudrait-il dire la banalité – des expressions du phénomène islamiste et le « politiquement correct » européen ou, en particulier, français.

La myopie postcoloniale

Il n'est pas le lieu ici d'inventorier les racines historiques de la vieille et quasi constante tension entre l'Europe et ses voisins musulmans. Ou même seulement entre la France et ses citoyens de religion musulmane. Il faut pourtant redire que la dynamique dite islamiste, de « réislamisation » ou encore d'affirmation de l'« islam politique » – telle qu'elle traverse les sociétés de la Méditerranée, mais aussi, du fait des migrations, la société française elle-même – ne peut être comprise qu'en étant située dans un cadre historique particulier : celui du colonialisme et de la décolonisation¹. On sait les passions que cette décolonisation a déchaînées. Or le phénomène islamiste s'inscrit à son égard dans une banale continuité : la « poussée islamiste » peut en effet raisonnablement être considérée comme une extension, sur le plan culturel et symbolique, de la vieille dynamique indépendantiste. Les peurs exacerbées

¹ Voir François Burgat, *L'islamisme au Maghreb. La voix du Sud*, Paris, Payot, coll. « Petite Bibliothèque Payot », 1995.

que génère cette ultime « remise à distance » des Occidentaux par leurs anciens colonisés nourrissent ainsi chez eux de très puissantes pulsions réactives de rejet.

Ce rejet très émotionnel procède en réalité d'une forme de myopie politique perpétuellement reconduite avec de pernicieuses conséquences. Elle consiste, pour les Occidentaux, à corrélér l'hostilité qu'ils génèrent auprès des formations islamistes à leur seul maniement d'un lexique musulman. Or cette hostilité n'a rien de très nouveau : elle était très exactement la même lorsqu'elle était exprimée, il y a près d'un demi-siècle, par le lexique « laïque » du nationalisme. La résistance palestinienne n'a-t-elle pas préexisté à l'islamisation de son lexique par l'affirmation du Hamas ? L'hostilité de la rive Sud du monde n'est donc aucunement le produit de tel ou tel lexique, mais plus banalement celui du déséquilibre persistant des rapports Nord-Sud au bénéfice de la rive occidentale. L'idée selon laquelle cette tension disparaîtrait si l'« islamité » du lexique politique était un jour dépassée revient ainsi à bien des égards à croire que l'on peut faire baisser la température en cassant le thermomètre. Or, si des dynamiques internes devaient un jour démonétiser le lexique islamiste, ce déséquilibre des rapports Nord-Sud – et les injustices multiformes qu'il alimente – continuerait inévitablement d'être dénoncé par n'importe quel autre vecteur sémantique.

Au sein de ces rapports de déséquilibre Nord-Sud, la situation est ensuite complexifiée du fait de la relation particulière qui lie les décideurs et commentateurs occidentaux à certains segments des sociétés anciennement colonisées. Nombreux, en effet, sont les acteurs « orientaux » – gouvernés aussi bien que gouvernants – qui se sentent eux-mêmes menacés par la génération islamiste. Et qui encouragent activement, de ce fait, le rejet occidental réactif qu'ils cherchent logiquement à instrumentaliser à leur propre profit.

La double composante orientale du front anti-islamiste

Il s'agit d'abord des représentants des minorités chrétiennes, traditionnellement adossés dans tout le Proche-Orient au soutien occidental et de ce fait en tension avec les majorités musulmanes. Sous le prétexte de la défense de leurs droits les plus légitimes, ces minorités sont régulièrement instrumentalisées par les régimes autoritaires – en Égypte et en Syrie notamment – pour justifier la répression de leurs principaux opposants.

Ensuite, même s'il existe bien évidemment des courageuses exceptions, beaucoup des militants des vieilles gauches nationalistes arabes nourrissent entretiennent la peur occidentale de tout ce qui parle le langage de l'islam politique. Aux yeux de leurs interlocuteurs occidentaux, ils disposent pour ce faire de précieux capitaux politiques : longtemps considérés comme les seuls résistants légitimes aux autocrates enracinés dans la région, ils demeurent parés d'une forme de monopole de représentation de la « société civile » et, plus insidieusement, de la qualité de « native informant » – qui rend « Mohamed », quelle que soit sa connaissance du terrain, plus légitime à parler du monde musulman que « Bernard ». La vision politique qu'ils exportent continuellement auprès des opinions – ou des chancelleries – occidentales n'en demeure pas moins une version tronquée et revancharde, plus valorisante pour eux, des batailles qu'ils ont perdues dans chacune de leurs sociétés face à leurs challengers islamistes. Plus ou moins consciemment, les moins exigeants de ces rescapés sont ainsi devenus les relais particulièrement efficaces de la criminalisation de leurs rivaux islamistes et, de ce fait, de celles des aspirations démocratiques les plus légitimes – et les plus banalement profanes – qu'ils défend(ai)ent. Ce constat, d'ailleurs, ne se limite pas aux militants de gauche. Il peut être étendu à un ensemble d'acteurs politiques plus ou moins oppositionnels qui s'inscrivent dans le champ libéral ou « laïque ». S'agissant de l'Égypte aujourd'hui comme de l'Algérie il y a vingt-cinq ans, dans le même contexte contre-révolutionnaire, certains se retrouvent à fournir en Europe un appui décisif à la rhétorique de dictateurs qu'ils ont longtemps combattus. Confrontés dans des contextes d'ouverture

politique à des résultats électoraux dérisoires, ils font le choix de se réfugier du côté des régimes plutôt que de soutenir un processus démocratique favorable à leurs concurrents islamistes. Or, en France par exemple, les analyses de ces – au demeurant brillants – écrivains et intellectuels « éradicateurs » – de Rachid Boudjedra à Kamel Daoud, en passant par l'Égyptien Alaa El Aswany – sont systématiquement promues par les projecteurs médiatiques : on sait qu'elles trouveront facilement leur public. L'opposition à l'islam politique fait ainsi exister socialement ces acteurs, par ricochet, en donnant à leur parole un écho amplifié par la demande occidentale. Pour les représentants des chrétiens d'Orient, les militants de gauche ou « laïques », cet antagonisme est dès lors souvent vécu comme existentiel.

Tous unis contre... l'alternance

Mais, dans la conjoncture printanière, une autre série d'acteurs a entrepris de manipuler la peur de l'islamisme au service d'objectifs beaucoup plus conjoncturels, coïncidant seulement avec la perpétuation d'un certain ordre politique. Pour ces acteurs, étatiques et paraétatiques, dont la convergence d'intérêts dessine peu ou prou une internationale de la contre-révolution, la diabolisation de l'islam politique est d'autant plus cynique et hypocrite que, s'accommodant parfaitement de la composante la plus radicale de cette mouvance, elle ne cible, du fait de leurs performances sur le marché électoral, que les formations liées aux Frères musulmans. Bien davantage que l'islam politique, ce que redoutent les autocrates du Proche-Orient, est l'alternance du même nom. Le front de ces acteurs orientaux qui travaillent à produire en Occident une vision déformée et répulsive des oppositions liées aux Frères musulmans unit, sur ce terrain précis, des acteurs aux intérêts par ailleurs divergents sur la scène géopolitique, mais dont aucun ne peut se prétendre le champion d'un quelconque libéralisme politique qui serait « menacé par les islamistes ».

Sur un premier front contre-révolutionnaire, dont la Syrie est l'épicentre, le camp pro-Assad, en maniant la rhétorique nationaliste et la protection des chrétiens d'Orient, se propose aux Occidentaux en rempart face à une supposée menace islamiste. Sur le registre de la « défense de la laïcité », il travaille donc à faire apparaître la révolution syrienne, coalition d'acteurs dont beaucoup se sont saisis de l'islam politique pour combattre la barbarie du régime, comme une menace existentielle pesant sur la civilisation occidentale. Sans trop de difficulté, cette propagande rencontre les certitudes d'une solide partie de l'opinion française, qu'elle soit de droite, d'extrême droite ou même « anti-impérialiste ». Elle est puissamment promue par les appareils de communication des alliés du régime syrien, liés aux chrétiens « aounistes » du Liban, à Vladimir Poutine ou au Hezbollah, porteur d'un islam politique qui, du seul fait du « bon camp » auquel il est adossé, serait exempt de toute menace. À nouveau, l'enjeu, qui n'a que peu à voir avec un quelconque ADN « islamiste », est bel et bien banalement politique.

À l'autre bout du spectre, le combat contre les formations liées aux Frères musulmans est mené avec une identique rhétorique par cette fois une coalition d'acteurs étroitement liés aux intérêts états-unis, Arabie saoudite, Émirats arabes unis et Israël en tête. Au premier rang de ce front, on trouve ainsi la nouvelle génération des autocrates arabes dits « sunnites ». Depuis la chute des inusables Zine el-Abidine Ben Ali ou Hosni Moubarak, leurs successeurs ont adopté sur le tard le registre des autocrates maghrébins et, comme le premier en son temps, c'est sous couvert de « modernisation » qu'ils poursuivent leur combat « éradicateur ». Le *leadership* de cette nouvelle génération est aux mains du Saoudien Mohammed ben Salmane, de l'Émirati Mohammed Ben Zayed et de l'Égyptien Abdel Fattah al-Sissi. Preuve en est, ici encore, du caractère très sélectif des contours de l'ennemi « islamique » : les pouvoirs émirati et saoudien ne s'interdisent pas d'instrumentaliser, notamment au Yémen et en Libye, des

milices salafistes – dites « madkhalistes » du nom du cheikh saoudien Rabi al-Madkhali qui a peaufiné leur idéologie – autrement plus radicales que les militants fréristes ou que les gouvernants qataris.

Car la lutte contre « l’islam politique » sert également à faire payer le prix fort aux – rares – soutiens étatiques de la dynamique révolutionnaire du « printemps arabe », au premier titre desquels le Qatar. Riyad, Abou Dhabi, Manama et Le Caire se sont ainsi lancés dans une offensive tous azimuts visant à la fois les Frères et leur allié réputé, Doha – contre lequel ils ont lancé en juin 2017 un sévère embargo aérien, terrestre et maritime. En France, ils s’appuient notamment sur d’agissantes officines émiraties, tels le Centre des études sur le Moyen-Orient (CEMO) ou Global Watch Analysis. À grand renfort de moyens financiers, l’entreprise du « Qatar bashing » a recruté hommes politiques, journalistes ou polémistes occidentaux ou arabes. Leur mission consiste à aggraver en Europe, par tous moyens – allant jusqu’à relayer sérieusement l’idée que la main des Frères musulmans égyptiens avait été repérée derrière la violence des « gilets jaunes » – le discrédit de leurs opposants islamistes.²

Il faut enfin ajouter que, depuis le sommet de Charm el-Cheikh en 1996, les intérêts de ces États et ceux d’Israël n’ont cessé de converger, alimentant la même machine de diabolisation des alternances possibles. De fait, l’État hébreu n’est pas en reste dans le maniement de la « menace islamiste » de manière plus qu’orientée : on se souvient des discours amalgamant Yasser Arafat à Oussama Ben Laden au cours de la deuxième Intifada.

L’« épouvantail islamiste » serait donc manié à toutes les sauces, de manière plus ou moins grossière, en vue de balayer oppositions et résistances politiques et justifier la perpétuation de cet ordre autoritaire moyen-oriental dont les gouvernants qataris ont pris la décision courageuse mais pas imprudente d’accompagner, au moins chez leurs voisins,³ le dépassement. C’est à cette conclusion qu’est arrivé Philippe Henri Gunet, ex-général d’aviation passé du renseignement militaire au terrain yéménite⁴. Mais à ce jour, l’islam politique demeure au cœur de toutes les dynamiques protestataires dans le monde arabe. C’est pourquoi les forces qui l’ont incarné dans le contexte révolutionnaire des « printemps » sont combattues par les défenseurs de l’ordre politique autoritaire : parce qu’elles constituent la première menace à la perpétuation de celui-ci.

² L’entreprise des *Qatar Papers* – un livre puis un film diffusé notamment par des chaînes telles que Arte ou la RTBF – est l’archétype de ces manœuvres géopolitiques. Sur la base du contenu des ordinateurs de l’organisation non gouvernementale Qatar Charity mystérieusement détournés par des hackers professionnels, deux journalistes français de premier plan – précédemment auteurs de deux autres pamphlets contre le Qatar – ont entrepris de convaincre leur auditoire que bien que finançant moins de 1 % des 2 500 mosquées françaises, l’émirat du Qatar avait réussi à faire « main basse », pour le radicaliser, sur « l’islam de France ». Le film tiré de l’ouvrage a néanmoins reçu le soutien de l’Assemblée nationale française. Voir notamment Sarah Osman, « La main du Qatar sur l’islam de France ? », *Orient XXI*, 24 septembre 2019 ; et Nabil Ennasri, « Qatar papers : la montagne des accusations et la souris de la réalité », *Middle East Eye*, 23 avril 2019.

³ Sachant tout de même que les performances de l’autoritarisme qatari – pays ou pas une seule peine capitale n’a été appliquée depuis 2003 – ne peuvent en aucune manière être assimilées à celles du voisin saoudien, qui n’a eu de cesse dans ce domaine de repousser d’année en année les limites de la violence d’État.

⁴ Voir « La démocratie, première victime de la guerre contre l’islam politique », dernier des articles publiés par Marc Cher-Leparrain – pseudonyme de Philippe H. Gunet, décédé en 2019 – sur le site *Orient XXI*, où il écrit : « Écraser l’islam politique ! Au nord comme au sud de la Méditerranée, dirigeants et responsables politiques se sont unis autour de ce mot d’ordre. Mais ce rejet commun s’opère au détriment de l’objectif de démocratie que l’Occident prétend défendre. », janvier 2019.

2011-2019, de nouvelles leçons ?

Après avoir pris la mesure des obstacles que doit surmonter une analyse sereine de la pratique des acteurs « islamistes », il devient possible de tenter une évaluation de leurs performances récentes au pouvoir en Tunisie et en Égypte⁵. On constatera ce faisant que ces obstacles ne sont pas seulement opérants sur le terrain des représentations : ils viennent aussi – et quelque part surtout – empêcher ces formations, lorsque les urnes leur concèdent le pouvoir, de l'exercer « librement ».

L'examen de la séquence 2011-2019 permet de battre d'abord en brèche une fausse croyance longtemps ancrée dans le sens commun : celle de l'incompatibilité structurelle des disciples d'Hassan al-Banna avec le scénario d'une défaite électorale. Dès les années 1990, la voix des « démocrates », notamment algériens, amplifiée très sélectivement par les médias européens, avait agité la menace d'une confiscation du pouvoir par les islamistes jouant le jeu de la compétition électorale. Cette prophétie avait son slogan : « un homme, une voix... une fois ». Or les événements post-2011 ont montré le contraire : les islamistes tunisiens sont bien arrivés au pouvoir par les urnes et – avant d'y revenir lors des législatives de novembre 2019 – ils en sont bel et bien repartis par la même voie. Le moins que l'on puisse dire est que, en matière de confiscation du pouvoir, ce sont plutôt les défenseurs égyptiens, algériens – ou autres – « de la laïcité » qui se sont montrés les plus préjudiciables aux exigences d'une démocratie naissante. En Tunisie, la démocratie, en tant qu'alternance et compétition entre les forces politiques fonctionne, et Ennahda – qui a fait par ailleurs élire à Tunis la première femme maire d'une capitale arabe – y est pour beaucoup.

En 2011, Ennahda remporte les premières élections post-« printemps ». Mais la majorité dont dispose Rached Ghannouchi, son *leader*, n'est que relative : il doit de ce fait, au sein d'une « troïka », partager sa victoire avec deux partis laïques. Cela l'encourage sans nul doute à faire preuve de beaucoup plus de circonspection que les Frères égyptiens lorsqu'ils seront confrontés à leurs propres succès électoraux. En 2014, R. Ghannouchi se garde – au contraire des Frères égyptiens revenus sur leur décision initiale – de présenter un candidat à la présidentielle. Après sa défaite aux législatives de la même année, il se contente de sauver le symbole de sa participation au gouvernement de Béji Caïd Essebsi sans être moindrement en mesure d'en influencer la ligne. Et il conserve la même posture en 2019, en se gardant d'éviter une seconde fois de se lancer véritablement dans la campagne présidentielle, se contentant d'ulimitant au soutien distant à un candidat. Cela n'a d'ailleurs pas manqué de lui coûter sa crédibilité oppositionnelle, au regard d'une partie de sa base notamment.

Le cas tunisien éclaire en retour l'expérience des Frères musulmans égyptiens dans la séquence 2011-2013. Ces derniers ont sans doute commis essentiellement trois erreurs tactiques. La première a été d'aller – sans doute contraints par la candidature inattendue du salafiste Abou Ismaïl qui est soudainement apparu en position de se faire élire – à l'élection présidentielle de 2012. La deuxième a été d'essayer d'exercer le pouvoir sans bénéficier d'un socle élargi à la gauche comparable à la troïka tunisienne. Ce sont toutefois les historiens qui détermineront si cette erreur incombe uniquement aux Frères ou bien si, comme certains de leurs représentants l'affirment aujourd'hui⁶, la gauche – par exemple le Parti social-

⁵ Le cas marocain est à part : si le Parti de la justice et du développement (PJD) est depuis 2011 à la tête d'un gouvernement de coalition, dans un système où le pouvoir de décision demeure tout entier aux mains du roi et de ses proches conseillers, on peut raisonnablement considérer que les islamistes n'ont jamais véritablement gouverné.

⁶ Entretien avec Amr Darraj, ministre du gouvernement Morsi, Istanbul, 2015.

démocrate, qui avait été sollicité pour former une « coalition démocratique » – s’est obstinément refusée à tout gouvernement d’union nationale. Selon cette même logique, la plus importante de leurs trois erreurs d’appréciation a sans doute été de surestimer la portée pratique d’une victoire électorale. Il s’est très vite avéré qu’au terme de plusieurs décennies de concentration du pouvoir dans les mains des mêmes acteurs, ce pouvoir n’était pas à prendre « par les urnes ». Et que, fût-ce au terme de six victoires consécutives, ils ne disposaient, ni depuis le gouvernement ni depuis la présidence de la République, d’aucun des leviers permettant d’imposer leurs décisions. L’armée et les forces de sécurité intérieures sont demeurées hors de portée de leur action. Ils n’ont guère pu davantage influencer significativement sur l’économie et les finances, terrain sur lequel leur politique, marquée prioritairement par leur souci de gagner une reconnaissance internationale, est dans tous les cas demeurée restée très banalement néolibérale⁷. L’appareil judiciaire s’est lui-même employé à entraver systématiquement leur action. Et la majorité des médias ont quant à eux très activement participé à la préparation du coup d’État militaire. Les Frères ont fait preuve, enfin, d’une ultime forme de naïveté : ils ont pris au sérieux la volonté des Occidentaux – Union européenne (UE) et États-Unis en tête – de défendre les prescriptions démocratiques qu’ils leur avaient avec tant de constance prodiguées des années durant. Or, en juillet 2013, quand une manifestation populaire cairote – dont on sait aujourd’hui comment elle a été largement alimentée par des pénuries fabriquées par l’armée – fournit un prétexte aux militaires pour balayer le pouvoir issu des urnes, l’UE s’abstiendra d’émettre la moindre réserve.

Au-delà des dissemblances relatives entre les expériences tunisiennes et égyptiennes, l’enseignement central de ces expériences récentes réside dans le constat suivant : aucune mesure « islamiste » n’a affecté ni les fondements séculiers de l’État ni la liberté de la presse et ni non plus, s’agissant de l’Égypte, les droits de la communauté chrétienne⁸. « Au point, écrit Bjørn Olav Utvik, qu’en matière de sécularisation, les islamistes ont sans doute montré plus de constance que leurs concurrents dits laïques.⁹ » « Contrairement aux craintes selon lesquelles les Frères pourraient utiliser l’ouverture politique de l’Égypte pour installer un régime antidémocratique, écrit pour sa part Jennifer Wilmot, le mouvement s’est plutôt inscrit dans les exigences de la politique électorale et il a toujours adhéré au cadre de la transition

⁷ Mieux relayés dans les syndicats des professions libérales, dont ils avaient pris le contrôle, les Frères ne se sont pas montrés très innovants dans leur relation au monde ouvrier. Lire Patrick Haenni, « Les causes d’un échec », in Bernard Rougier et Stéphane Lacroix (dir.), *L’Égypte en révolutions*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Proche-Orient », 2015, pour qui les Frères ont mené surtout une politique de compromis et de conciliation avec le monde des affaires. Dans le même volume, Amr Adly (« Entre populisme social et conservatisme pragmatique »), commentant les accusations portées contre les Frères d’avoir mené une politique « hostile à la justice sociale », considère toutefois que cette orientation est plus le fruit d’une adaptation pragmatique à l’environnement que le résultat d’une inclinaison idéologique.

⁸ Peut-être peut-on néanmoins souligner sur ce terrain au moins une maladresse du président Morsi, largement due à la pression – sans équivalent à Tunis – de la surenchère pressante de son opposition salafiste (25 % des voix) : il s’est abstenu de renouveler le geste de son prédécesseur, qui était allé assister à la messe solennelle de la liturgie copte.

⁹ Bjørn Olav Utvik, « A question of faith? Islamists and secularists fight over the post-Mubarak state », *Contemporary Arab Affairs*, vol. 10, n° 1, janvier 2017 : « In this sense it is hard to avoid the conclusion that the Islamists, in particular the Muslim Brothers, were more secularizing than the secularists. This is not a judgment of intentions. It merely reflects the fact that for whatever reasons, some of which are discussed above, the Islamists have been the main proponents of moving towards a system in which the main political decisions are subject to free deliberation among elected officials in a parliament and in executive organs also based in elections, and in which public debate is free as is political and civil society organisation ».

politique »¹⁰. Comparé aux idéaux abstraits de la démocratie, pour Ennahda depuis 2011 comme pour les Frères en 2011-2013, il ne fait pas de doute que des progrès peuvent sans doute être encore accomplis. Mais si l'on déplace réaliste ment le curseur de la comparaison sur n'importe quelle autre expérience régionale et, plus précisément, sur les performances des régimes autoritaires « laïques », le doute n'est plus permis : les islamistes au pouvoir n'ont pas réprimé comme ces derniers l'ont fait l'émergence de forces capables de le contester. Bien davantage qu'il ne l'a mis en danger, le passage des islamistes par la case du pouvoir en Tunisie et en Égypte s'est bien inscrit dans une élévation considérable du niveau de démocratie.

Mieux : ni les Frères égyptiens ni Ennahda n'ont gouverné « à l'idéologie ». Pour l'essentiel, leur passage au pouvoir n'a aucunement bouleversé la donne politique sur la base de leurs idéologies respectives, en l'occurrence très proches. « Ce sont les conditions concrètes, localement très différentes, de la compétition politique, et donc le contexte très profane bien plus que les ressources doctrinales respectives qui ont déterminé leurs stratégies respectives », souligne ainsi en substance Stéphane Lacroix.¹¹ « À la différence d'un Ennahda hégémonique dans le champ islamiste tunisien, les frères, concurrencés par leur droite salafiste, précise-t-il, n'ont dérivé vers "la droite" que dans l'espoir de rattraper leur base, mais sans jamais que cela ne découle de présupposés fondamentalement idéologiques distincts de ceux d'Ennahda, qui s'est pour sa part rapproché du centre, car c'était là que se faisaient les alliances. »¹²

Sur des bases populaires plus larges et donc sans avoir besoin de recourir au même coefficient de violence répressive banalisée par leurs prédécesseurs « laïques », le passage des islamistes au pouvoir a donc surtout, n'en déplaise aux commentateurs pressés, pérennisé l'infinie complexité de la dynamique initiée par l'électrochoc printanier en matière de reconstruction des scènes politiques de cette région du monde. Ce ne fut pas « le règne de la charia » tant de fois prédit par les cassandres, mais bien plus banalement : « Politics, as usual ».

¹⁰ Jennifer Wilmot, « A commitment to politics: the trajectory of the Muslim Brotherhood during Egypt's 2011-13 political opening », *Contemporary Arab Affairs*, vol. 8, n° 3, juillet-septembre 2015.

¹¹ Stéphane Lacroix, in « Des démocraties en invention ? Les pays arabes comme laboratoires de nouvelles transformations du politique », Colloque CAREP – Collège de France, 28 novembre 2019. Voir également la très fine investigation / introspection conduite par Marie Vannetzel pour apprécier l'exacte part de l'endoctrinement idéologique et religieux des Frères dans leur engagement politique : « À quoi les Frères musulmans égyptiens ont-ils cru ? Considérations sur l'embrigadement idéologique, la croyance religieuse et la remise de soi », *Genèses*, n° 116, Belin, 2019/3.

¹² Colloque CAREP – Collège de France, *op. cit.*, et entretiens avec l'auteur.